

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande déposée le 26/07/2021		N° PC 34162 21 K0053
<b>Par :</b> MR PUECH SULIXVANT MME JABENEAU EMMA  <b>Demeurant à :</b> 307 CHEMIN DU CROS 34560 POUSSAN FRANCE  <b>Pour :</b> MAISON INDIVIDUELLE  <b>Sur un terrain sis à :</b> 11 bis Rue DU 8 MAI 1945 34530 MONTAGNAC	<b>Surfaces :</b>  <b>de plancher :</b> 91,63 m <sup>2</sup> <b>d'emprise :</b> 104,4 m <sup>2</sup>  <b>Destinations :</b> Habitation <b>Parcelle n°</b> BR0803	

**Le Maire,**

Vu la demande susvisée ;  
 Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;  
 Vu le Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 11/05/2007, modifié par délibération du Conseil Municipal du 03/02/2017 et révisé par délibération du Conseil Municipal du 03/02/2017 ;  
 Vu l'Arrêté Municipal en date du 20/12/2018 autorisant la création du lotissement « La Ville », n° PA3416218K0002, transféré le 18/10/2019 ;  
 Vu l'Arrêté Municipal d'autorisation de vente par anticipation des lots, en date du 19/04/2021 ;  
 Vu l'avis Favorable avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 05/08/2021 ;  
 Vu l'avis Favorable avec prescriptions du service SERVICE RESEAU CAHM en date du 09/09/2021 ;  
 Vu l'avis réputé favorable du Syndicat du Bas Languedoc (SBL SUEZ) ;  
 Vu l'avis Favorable avec prescriptions du service SICTOM en date du 31/08/2021 ;

Vu le permis de construire n°PC 34162 21 K0053 délivré le 26/10/2021 à MONTAGNAC pour MAISON INDIVIDUELLE ;  
 Vu le courrier du pétitionnaire en date du 09/01/2023 demandant le retrait de l'autorisation (ci-annexé) ;  
 Vu que les travaux n'ont pas débuté ;  
 Par ces motifs,

**ARRÊTÉ**

ARTICLE UNIQUE – Le permis de construire est **RETIRÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Fait à MONTAGNAC, le

1<sup>U</sup> JAN. 2023

M. Yann LLOPIS  
Maire de MONTAGNAC



NOTA : le présent arrêté est transmis aux services compétents pour annulation des taxes.

La présente décision est transmise le 10 JAN. 2023 au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

**Le (ou les) demandeurs peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent sa notification.**  
A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent (Montpellier) d'un recours contentieux.

**Durée de la validité du permis / de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R 424-17 ou R 424-18 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

**Dès que l'autorisation est exécutoire (après sa transmission au représentant de l'État), le (ou les) bénéficiaires du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la Mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du code de l'urbanisme, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaires du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaires de l'autorisation de construire :** Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction (article L 242-1 du code des assurances).

